



VILLE DE COMBOURG
(Ille et Vilaine)

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Pour l'an deux mille onze, où est écrit ce qui suit : Séance publique du
2 MARS 2011, à 20 heures, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du Code Général des
Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers en exercice	:	29
Nombre de pouvoirs	:	4
Nombre de Conseillers présents	:	24
Quorum	:	15

Date de convocation et d'affichage	:	24 Février 2011
Date d'affichage du compte-rendu	:	9 Mars 201

Étaient présents : M. Joël LE BESCO (sauf pour les questions 11-27 à 11-31), Maire, M. Joël HAMELIN, Mme Yolande GIROUX, Mme Monique DAUCE, M. Bertrand HIGNARD, M. Michel LEBRET, Mme Marie-Renée GINGAT (sauf pour la question 11-41), Adjoint, M. Henri NOËL, M. Alain COCHARD (sauf pour la question 11-41), Mme Pierrette HUET, M. François LARCHER, Mme Joëlle COLLIN, M. Jean DENOUAL, M. Jean-Luc LEGRAND, Mme Odile DELAHAIS, Mme Annie CHAMPAGNAY, Mme Isabelle MOREL, Mme Maryline LEFOUL, Mme Marie-Thérèse SAUVEE, M. Loïc PETITPAS, Mme Roselyne MARCHAND, M. Johan THEURET (sauf pour la question 11-41), Mme Michèle BEAUDOUIN ; M. Joël DESVAUX

Absents excusés : Mme Marylène QUEVERT, M. André BADIGNON, M. Marcel FOUQUET, Mme Magali TREMORIN

Absent non excusé : M. Bruno TREMAUDAN

Pouvoirs : Mme QUEVERT à Mme DAUCE ; M. BADIGNON à Mme CHAMPAGNAY ; M. FOUQUET à Mme HUET ; Mme TREMORIN à Mme GIROUX

Président de séance :

M. Joël LE BESCO, Maire, pour les questions 11-21 à 11-26 puis 11-32 à 11-44
M. Joël HAMELIN, pour les questions 11-27 à 11-31

Secrétaire de séance : M. Henri NOEL, Conseiller Municipal

Après avoir constaté que le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance et passe à l'ordre du jour.

Rappel de l'Ordre du jour :

- 11-21) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- 11-22) Modification du PLU – Projets
- 11-23) Modification du PLU – Approbation
- 11-24) Révision simplifiée du PLU – Le Grand Val – Approbation
- 11-25) Révision simplifiée du PLU – Les Hauts Rochers – Approbation
- 11-26) Révision simplifiée du PLU – Le Verger – Approbation
- 11-27) Compte administratif de l'exercice 2010 – Ville
- 11-28) Compte administratif de l'exercice 2010 – Lotissement « Gare/Bel Air »
- 11-29) Compte administratif de l'exercice 2010 – Service de l'assainissement
- 11-30) Compte administratif de l'exercice 2010 – Service de l'Eau
- 11-31) Compte administratif de l'exercice 2010 – Camping municipal du Vieux Châtel
- 11-32) Compte de gestion 2010 du Receveur Municipal – Ville
- 11-33) Compte de gestion 2010 du Receveur Municipal - Lotissement « Gare/Bel Air »
- 11-34) Compte de gestion 2010 du Receveur Municipal – Service de l'assainissement
- 11-35) Compte de gestion 2010 du Receveur Municipal – Service de l'eau
- 11-36) Compte de gestion 2010 du Receveur Municipal – Camping municipal du Vieux Châtel
- 11-37) Exercice budgétaire 2011 – Débat d'orientations générales du budget
- 11-38) Exercice budgétaire 2010 - Affectation du résultat – Ville
- 11-39) Exercice budgétaire 2010 – Affectation du résultat – Assainissement
- 11-40) Exercice budgétaire 2010 – Affectation du résultat – Eau
- 11-41) Modernisation du cinéma Chateaubriand – Versement de la subvention
- 11-42) Installations classées – Enquête publique – Dossier « GAEC MELIEG » - MEILLAC
- 11-43) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (6^e et 15^e alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
- 11-44) Questions orales

11-21) ELECTION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE ET APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA PRECEDENTE REUNION.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO fait procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

Monsieur Henri NOEL, sur proposition du Maire, est élu à l'unanimité des membres présents et représentés.

Ensuite, le procès-verbal de la dernière réunion, dont un exemplaire a été adressé à chaque Conseiller Municipal, est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le procès-verbal du 9 Février 2011 est approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés.

11-22) MODIFICATION DU P.L.U. - PROJETS

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, Adjoint chargé de l'urbanisme

Monsieur HAMELIN rappelle au Conseil Municipal que le Plan Local d'Urbanisme a été approuvé le 13 novembre 2006, modifié le 1^{er} avril 2008, et la modification en cours d'approbation.

Le Conseil Municipal est informé qu'une modification du P.L.U. est envisagée. Elle concernera :

I - La zone du Moulin Madame, actuellement en zone 1 AU Ab, ne présente pratiquement plus de possibilités de commercialisation.

La zone 1 AU est une zone à urbaniser non équipée ou insuffisamment équipée où l'urbanisation est prévue à court ou moyen terme. Les secteurs 1AUA sont destinés à recevoir des activités économiques (excepté les bâtiments agricoles).

La zone 2 AU est une zone à urbaniser non équipée ou insuffisamment équipée où l'urbanisation est prévue à moyen ou long terme.

Il convient de procéder à l'ouverture à l'urbanisation d'une zone 2 AUA (vocation économique dont la compétence relève de la Communauté de Communes de la Bretagne Romantique) en 1 AU A afin de permettre une extension de la zone d'activités économiques du Moulin Madame.

II - La gendarmerie et ses logements de fonctions sont situés avenue Gautier Père et Fils en zone UEb du PLU, et la parcelle adjacente est située en zone 1 AU Eb qui est un secteur destiné à recevoir majoritairement de l'habitat.

Afin de parer à des besoins nouveaux concernant les logements de la gendarmerie, il convient de faire figurer au PLU un emplacement réservé qui permettra cette extension et de changer le zonage actuellement en 1 AU Eb, en UEb sur les parcelles cadastrées AK n°0041 d'une surface de 112 m² et AK n°0042 d'une surface de 5443 m², soit une surface totale de 5 555 m².

Ces deux modifications envisagées sont d'ordre réglementaire et graphique.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

11-23) MODIFICATION DU PLU – APPROBATION

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, Adjoint chargé de l'urbanisme

Monsieur HAMELIN informe le Conseil Municipal qu'un arrêté d'ouverture d'enquête publique portant sur la modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Combours a été pris en date du 4 novembre 2010 au vu du Code de l'Urbanisme, notamment l'article L 123.13 relatif à l'organisation des enquêtes publiques et de la loi n° 83.630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement.

Le dossier de modification a été confié à un cabinet spécialisé, le Cabinet GHECO de La Rochelle. Les modifications apportées sont d'ordre général et tendent à clarifier les documents du PLU pour une meilleure lisibilité et améliorer l'instruction des demandes d'urbanisme.

L'enquête publique a eu lieu du lundi 29 novembre au jeudi 30 décembre 2010, soit pendant 32 jours consécutifs et portait sur les points suivants :

A) DANS LE DOCUMENT ECRIT :

1) Introduction :

- Précisions sur la notion de hauteurs d'immeuble
- définition limitative de la notion d' « annexes » destinée à remplacer les notions imprécises de « *bâtiments de faible importance* » (zones U) ou de « *dépendances isolées* » (zone N)

2) Règlement :

- à l'article UE 6, relatif à l'*implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques*, il est proposé de supprimer l'obligation de recul de 5 mètres minimum en matière d'implantation des constructions par rapports aux cheminements piétons, aux liaisons douces, aux placettes plantées...
- à l'article UE 10, relatif à la *hauteur des constructions*, les précisions apportées (accompagnées de schémas explicatifs) visent à mieux définir le nombre d'étages autorisés.
- à l'article UE 11, relatif à l'*aspect extérieur des constructions – clôtures*, il s'agit :
 - . de préciser les types de toitures autorisés (terrasses partielles, végétalisées) et les matériaux utilisables ;
 - . de compléter le chapitre sur l'aspect extérieur des constructions et leurs abords (limitation différenciée de la hauteur, des matériaux et de l'aspect des clôtures selon qu'elles sont situées sur rue ou en limites séparatives).
- A l'article UE 12, relatif au *stationnement*, il est proposé de distinguer en fonction du type d'habitat (habitat individuel/habitat collectif) les obligations en matière de stationnement (nombre de places).
- A l'article N 2, relatif aux *types d'occupation ou d'utilisation du sol autorisés sous conditions*, il s'agit :
 - . de supprimer une restriction en matière de construction d'abri pour animaux non lié à une exploitation agricole (article N 2.1.13 qui précise « sur terrain nu ») ;

. d'autoriser (avec limite maximum de surface d'emprise au sol) la construction aux fins d'habitat, d'activités artisanales, de services, de bureaux... , d'annexes dans des hameaux constructibles

■ A l'article N 5, relatif à la *superficie minimale des terrains constructibles*, il est rajouté que la dite superficie n'autorise l'édification que d'une seule construction à usage d'habitation.

■ l'article 11 de toutes les zones est modifié afin d'autoriser les créations architecturales contemporaines sous réserve de leur qualité (« *valeur exemplaire* ») et de leur insertion (« *bonne intégration paysagère* ») dans le site concerné.

B) DANS LE DOCUMENT GRAPHIQUE :

Il est rajouté sur les plans l'emplacement réservé n° 21 nouvellement créé (liaison douce entre le centre-bourg et l'étang).

Monsieur Jean-Yves COULON a été désigné en qualité de Commissaire-Enquêteur et a siégé à la mairie de Combourg :
Le lundi 29 novembre 2010 de 9 h 00 à 12 h 00
Le lundi 13 décembre 2010 de 9 h 00 à 12 h 00
Le jeudi 30 décembre 2010 de 14 h 00 à 17 h 00

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête a été publié avant le début de l'enquête et rappelé dans les 8 premiers jours de celle-ci dans les journaux suivants :

- Ouest-France (Le 10 novembre et le 30 novembre 2010)
- Les Petites Affiches de Bretagne (12/13 novembre 2010 et le 03/04 décembre 2010)
- L'arrêté a également fait l'objet d'un affichage à la porte de la Mairie.

La modification a été notifiée accompagnée du dossier d'enquête publique aux Personnes Publiques associées :

- M. Le Préfet de la Région Bretagne – Préfet d'Ille et Vilaine
- M. Le Sous-Préfet de Saint Malo
- M. Le Président du Conseil Régional de Bretagne
- M. Le Président du Conseil Général d'Ille et Vilaine
- M. Le Président du Pays de Saint Malo
- M. Le Président de la Communauté de Communes – Bretagne Romantique
- M. Le Président de la Chambre d'Agriculture d'Ille et Vilaine
- M. Le Président de la Chambre des Métiers d'Ille et Vilaine
- M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Saint Malo

Ce dossier a été réglementairement transmis aux Personnes Publiques Associées (PPA). Les services de l'Etat ont formulé la remarque suivante :

En ce qui concerne le nombre de places de stationnement, il convient de modifier le paragraphe « rappel » en remplaçant « minimum » par « maximum ». En effet, l'article L 123.1.3 du code de l'urbanisme prévoit, qu'en matière de logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat, un PLU peut, lors de sa construction, soit exiger la création de places de stationnement, et dans ce cas leur nombre ne peut être supérieur à un (maximum), soit ne rien exiger du tout, et dans ce cas être stipulé expressément dans le règlement.

Monsieur Jean-Yves COULON, commissaire enquêteur, a émis, en date du 9 février 2011, un avis favorable au projet de cette modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Combours, assortie de la même remarque que celle faite par les services de l'Etat.

Afin de faciliter l'instruction et au vu de la remarque mentionnée par les Personnes Publiques Associées, le cabinet GHECO de LA ROCHELLE a corrigé l'erreur de l'article UE 12.1 tel qu'énoncé ci-dessus.

Monsieur HAMELIN propose au conseil municipal d'approuver la modification du Plan Local d'Urbanisme.

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- Vu l'arrêté municipal n° 10/206 U en date du 4 Novembre 2010 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative à la modification du PLU,
- Vu les conclusions du commissaire-enquêteur,
- Considérant que le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme, tel qu'il est présenté, est prêt à être approuvé, conformément à l'article L 123.10 du Code de l'Urbanisme,
 - APPROUVE le dossier de modification du PLU tel qu'il est annexé à la présente
 - DIT que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R 123.24 et R 123.25 du Code de l'Urbanisme, d'un affichage en Mairie durant un mois et d'une mention dans un journal
 - DIT que, conformément aux articles L 123.10 et R 123.25 du Code de l'Urbanisme, le PLU modifié est tenu à la disposition du public à la Mairie de Combours et à la Préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture au public
 - DIT que la présente délibération et les dispositions résultant de la modification du PLU seront exécutoires dès la transmission au Préfet et après l'accomplissement des mesures de publicité (affichage en Mairie durant un mois, insertion dans un journal).

11-24) REVISION SIMPLIFIEE DU PLU – LE GRAND VAL– APPROBATION

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, Adjoint chargé de l'urbanisme

Monsieur HAMELIN informe le Conseil Municipal qu'un arrêté d'ouverture d'enquête publique portant sur la révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Combours a été pris en date du 4 novembre 2010 au vu du Code de l'Urbanisme, notamment l'article L 123.13 relatif à l'organisation des enquêtes publiques et de la loi n° 83.630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement.

Le dossier de révision simplifiée a été confié à un cabinet spécialisé, le Cabinet GHECO de La Rochelle.

L'enquête publique a eu lieu du lundi 29 novembre au jeudi 30 décembre 2010 soit pendant 32 jours consécutifs. Elle concerne une modification de zonage au lieu-dit « Le Grand Val » - zone NPb et zone UL :

- la zone NPb, est une zone qui constitue un ensemble d'espaces naturels qu'il convient de protéger en raison du paysage et des éléments qui le composent. Le secteur NPb n'admet que les extensions des constructions existantes, et comme constructions nouvelles, uniquement celles d'équipements collectifs nécessaires aux services publics.
- La zone UL est une zone accueillant des équipements de sport ou de plein air tels que stade, tennis, salle de sport, salle polyvalente, ainsi que les équipements liés à l'accueil du public (salle de réception...), et les constructions et installations liées à la pratique de ces activités.

Une évolution de zonage permettra au propriétaire du château situé au lieu-dit le Grand Val d'améliorer l'offre existante d'hébergement touristique (création de nouveaux gîtes) et d'accueil de groupes (création d'une nouvelle salle de réception). Le règlement de la zone NPb dans laquelle se trouve aujourd'hui ce château n'autorise pas les constructions nouvelles (seulement les extensions). D'où la nécessité de changer ce zonage sur une partie de cette propriété afin de permettre les aménagements souhaités par le propriétaire pour développer son activité en y insérant une zone ULa (Il s'agit d'un sous-secteur de la zone UL où l'accueil d'hébergement hôtelier de type gîtes et chambres d'hôtes sont admis).

INCIDENCES sur les documents du PLU :

- . une diminution de la zone NPb et une augmentation de la zone ULa
- . précisions apportées à l'article UL-2 (types d'équipements autorisés en secteur ULa), à l'article 4 (assainissement en secteur ULa) et à l'article 11 (création architecturale et intégration environnementale en secteur ULa)
- . rectification du document graphique n°4.2 concernant ce lieudit de la commune

Monsieur Jean-Yves COULON a été désigné en qualité de Commissaire-Enquêteur et a siégé à la mairie de Combourg :

Le lundi 29 novembre 2010 de 9 h 00 à 12 h 00

Le lundi 13 décembre 2010 de 9 h 00 à 12 h 00

Le jeudi 30 décembre 2010 de 14 h 00 à 17 h 00

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête a été publié avant le début de l'enquête et rappelé dans les 8 premiers jours de celle-ci dans les journaux suivants :

- Ouest-France (Le 10 novembre et le 30 novembre 2010)
- Les Petites Affiches de Bretagne (12/13 novembre 2010 et le 03/04 décembre 2010)

L'arrêté de mise à l'enquête publique a également fait l'objet d'un affichage à la Mairie.

La révision simplifiée a été notifiée accompagnée du dossier d'enquête publique aux Personnes Publiques Associées :

- M. Le Préfet de la Région Bretagne – Préfet d'Ille et Vilaine
- M. Le Sous-Préfet de Saint Malo
- M. Le Président du Conseil Régional de Bretagne
- M. Le Président du Conseil Général d'Ille et Vilaine
- M. Le Président du Pays de Saint Malo
- M. Le Président de la Communauté de Communes – Bretagne Romantique
- M. Le Président de la Chambre d'Agriculture d'Ille et Vilaine
- M. Le Président de la Chambre des Métiers d'Ille et Vilaine
- M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Saint Malo

Les Personnes Publiques Associées invitées à la réunion du mardi 7 septembre 2010 n'ont émis aucune remarque sur ce point.

Monsieur Jean-Yves COULON, commissaire enquêteur, a émis en date du 09 février 2011 un avis favorable au projet de révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Combours, sans aucune remarque particulière.

Afin de permettre le développement d'activités économiques dans ce secteur, Monsieur HAMELIN propose au conseil municipal d'approuver la révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme telles qu'exposée ci-dessus.

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- Vu l'arrêté municipal n° 10/206 U en date du 4 Novembre 2010 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative à la révision simplifiée du PLU, au lieu-dit « Le Grand Val »
- Vu les conclusions du commissaire-enquêteur,
- Considérant que le projet de révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme, tel qu'il est présenté, est prêt à être approuvé, conformément à l'article L 123.10 du Code de l'Urbanisme,
- APPROUVE le dossier de révision simplifiée du PLU tel qu'il est annexé à la présente délibération
- DIT que, conformément à l'article R 123-25 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département
- DIT que le dossier de révision simplifiée sera tenu à la disposition du public à la Mairie de Combours aux jours et heures habituels d'ouverture au public,
- DIT que la présente délibération et les dispositions résultant de la révision simplifiée du PLU ne seront exécutoires que dans un délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet si celui-ci n'a notifié aucune observation à apporter à la révision simplifiée du PLU ou dans le cas contraire à dater de la prise en compte de ces observations.

11-25) REVISION SIMPLIFIEE DU PLU – LES HAUTS ROCHERS – APPROBATION

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, Adjoint chargé de l'urbanisme

Monsieur HAMELIN informe le Conseil Municipal qu'un arrêté d'ouverture d'enquête publique portant sur la révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Combourg a été pris en date du 4 novembre 2010 au vu du Code de l'Urbanisme, notamment l'article L 123.13 relatif à l'organisation des enquêtes publiques et de la loi n° 83.630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement.

Le dossier de révision simplifiée a été confié à un cabinet spécialisé, le Cabinet GHECO de La Rochelle.

L'enquête publique a eu lieu du lundi 29 novembre au jeudi 30 décembre 2010 soit pendant 32 jours. Elle concerne une évolution du zonage au lieu-dit « Les Hauts Rochers » - zone NPb et zone A :

- La zone NPb, est une zone qui constitue un ensemble d'espaces naturels qu'il convient de protéger en raison du paysage et des éléments qui le composent. Le secteur NPb n'admet que les extensions des constructions existantes, et comme constructions nouvelles, uniquement celles d'équipements collectifs nécessaires aux services publics.
- La zone A est une zone agricole qui concerne les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

Le bâti actuel situé au lieu-dit « Les Hauts Rochers » étant classé en zone A, une évolution de zonage en NPb permettra d'autoriser l'extension et la construction d'annexes à une maison d'habitation non liée à de l'activité à caractère agricole. Lors de l'élaboration du PLU en 2006, cette maison qui n'avait aucun lien avec une activité agricole aurait dû faire l'objet du même zonage que ce hameau, à savoir NPb. Son classement en zone A lui interdit toute évolution de son bâti. Aussi convient-il de l'inscrire dans le zonage NPb.

INCIDENCES sur les documents du P.L.U. :

- . diminution de la zone A, augmentation de la zone NPb
- . rectification du document graphique n°4.5 concernant ce lieu-dit de la commune

Monsieur Jean-Yves COULON a été désigné en qualité de Commissaire-Enquêteur et a siégé à la mairie de Combourg :
Le lundi 29 novembre 2010 de 9 h 00 à 12 h 00
Le lundi 13 décembre 2010 de 9 h 00 à 12 h 00
Le jeudi 30 décembre 2010 de 14 h 00 à 17 h 00

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête a été publié avant le début de l'enquête et rappelé dans les 8 premiers jours de celle-ci dans les journaux suivants :

- Ouest-France (Le 10 novembre et le 30 novembre 2010)
- Les Petites Affiches de Bretagne (12/13 novembre 2010 et le 03/04 décembre 2010)

L'arrêté de mise à l'enquête publique a également fait l'objet d'un affichage à la Mairie.

La révision simplifiée a été notifiée accompagnée du dossier d'enquête publique aux Personnes Publiques associées :

- M. Le Préfet de la Région Bretagne – Préfet d'Ille et Vilaine
- M. Le Sous-Préfet de Saint Malo
- M. Le Président du Conseil Régional de Bretagne
- M. Le Président du Conseil Général d'Ille et Vilaine
- M. Le Président du Pays de Saint Malo
- M. Le Président de la Communauté de Communes – Bretagne Romantique
- M. Le Président de la Chambre d'Agriculture d'Ille et Vilaine
- M. Le Président de la Chambre des Métiers d'Ille et Vilaine
- M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Saint Malo

Les Personnes Publiques Associées invitées à la réunion du mardi 7 septembre 2010 n'ont émis aucune remarque sur ce point.

Monsieur Jean-Yves COULON, commissaire enquêteur, a émis en date du 09 février 2011 un avis favorable au projet de révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Combourg, sans aucune remarque particulière.

Afin de permettre le développement dans ce secteur, Monsieur HAMELIN propose au conseil municipal d'approuver la révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme.

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- Vu l'arrêté municipal n° 10/206 U en date du 4 Novembre 2010 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative à la révision simplifiée du PLU, au lieu-dit « Les Hauts Rochers »
- Vu les conclusions du commissaire-enquêteur,
- Considérant que le projet de révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme, tel qu'il est présenté, est prêt à être approuvé, conformément à l'article L 123.10 du Code de l'Urbanisme,
- APPROUVE le dossier de révision simplifiée du PLU tel qu'il est annexé à la présente délibération
- DIT que, conformément à l'article R 123-25 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département
- DIT que le dossier de révision simplifiée sera tenu à la disposition du public à la Mairie de Combourg aux jours et heures habituels d'ouverture au public,
- DIT que la présente délibération et les dispositions résultant de la révision simplifiée du PLU ne seront exécutoires que dans un délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet si celui-ci n'a notifié aucune observation à apporter à la révision simplifiée du PLU ou dans le cas contraire à dater de la prise en compte de ces observations.

11-26) REVISION SIMPLIFIEE DU PLU – LE VERGER– APPROBATION

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, Adjoint chargé de l'urbanisme

Monsieur HAMELIN informe le Conseil Municipal qu'un arrêté d'ouverture d'enquête publique portant sur la révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Combourg a été pris en date du 4 novembre 2010 au vu du Code de l'Urbanisme, notamment l'article L 123.13 relatif à l'organisation des enquêtes publiques et de la loi n° 83.630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement.

Le dossier de révision simplifiée a été confié à un cabinet spécialisé, le Cabinet GHECO de La Rochelle.

L'enquête publique a eu lieu du lundi 29 novembre au jeudi 30 décembre 2010 soit pendant 32 jours. Elle concerne une évolution du zonage au lieu-dit « Le Verger » - zone NPb et zone NPa :

- La zone NPb, est une zone qui constitue un ensemble d'espaces naturels qu'il convient de protéger en raison du paysage et des éléments qui le composent. Le secteur NPb n'admet que les extensions des constructions existantes, et comme constructions nouvelles, uniquement celles d'équipements collectifs nécessaires aux services publics.
- Le secteur NPa est strictement protégé. Il n'est pas bâti.

Le bâti actuel situé au lieu-dit « le Verger » étant classé en zone NPa, une évolution de zonage en NPb permettra d'autoriser la construction et l'extension d'annexes pour des constructions existantes à usage d'habitation situées en zone naturelle, le zonage actuel NPa excluant totalement ces deux possibilités, d'où l'insertion d'un zonage NPb au lieu-dit « le Verger »

INCIDENCES sur les documents du P.L.U. :

- . diminution de la zone NPa, création d'une zone NPb
- . rectification du document graphique 4.2

Monsieur Jean-Yves COULON a été désigné en qualité de Commissaire-Enquêteur et a siégé à la mairie de Combourg :
Le lundi 29 novembre 2010 de 9 h 00 à 12 h 00
Le lundi 13 décembre 2010 de 9 h 00 à 12 h 00
Le jeudi 30 décembre 2010 de 14 h 00 à 17 h 00

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête a été publié avant le début de l'enquête et rappelé dans les 8 premiers jours de celle-ci dans les journaux suivants :

- Ouest-France (Le 10 novembre et le 30 novembre 2010)

- Les Petites Affiches de Bretagne (12/13 novembre 2010 et 03/04 décembre 2010)

L'arrêté de mise à l'enquête publique a également fait l'objet d'un affichage à la Mairie.

La révision simplifiée a été notifiée accompagnée du dossier d'enquête publique aux Personnes Publiques associées :

- M. Le Préfet de la Région Bretagne – Préfet d'Ille et Vilaine
- M. Le Sous-Préfet de Saint Malo
- M. Le Président du Conseil Régional de Bretagne
- M. Le Président du Conseil Général d'Ille et Vilaine
- M. Le Président du Pays de Saint Malo
- M. Le Président de la Communauté de Communes – Bretagne Romantique
- M. Le Président de la Chambre d'Agriculture d'Ille et Vilaine
- M. Le Président de la Chambre des Métiers d'Ille et Vilaine
- M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Saint Malo

Les Personnes Publiques Associées invitées à la réunion du mardi 7 septembre 2010 n'ont émis aucune remarque sur ce point.

Monsieur Jean-Yves COULON, commissaire enquêteur, a émis en date du 09 février 2011 un avis favorable au projet de révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Combours, sans aucune remarque particulière.

Afin de permettre le développement dans ce secteur, Monsieur HAMELIN propose au conseil municipal d'approuver la révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme.

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- Vu l'arrêté municipal n° 10/206 U en date du 4 Novembre 2010 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative à la révision simplifiée du PLU, au lieu-dit « Le Verger »
- Vu les conclusions du commissaire-enquêteur,
- Considérant que le projet de révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme, tel qu'il est présenté, est prêt à être approuvé, conformément à l'article L 123.10 du Code de l'Urbanisme,
- APPROUVE le dossier de révision simplifiée du PLU tel qu'il est annexé à la présente délibération
- DIT que, conformément à l'article R 123-25 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département
- DIT que le dossier de révision simplifiée sera tenu à la disposition du public à la Mairie de Combours aux jours et heures habituels d'ouverture au public,
- DIT que la présente délibération et les dispositions résultant de la révision simplifiée du PLU ne seront exécutoires que dans un délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet si celui-ci n'a notifié aucune observation à apporter à la révision simplifiée du PLU ou dans le cas contraire à dater de la prise en compte de ces observations.

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que l'ordre du jour comporte le vote des comptes administratifs et de gestion de l'année 2010. Conformément à l'article L 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire, ordonnateur, ne peut participer au vote des comptes administratifs.

Il propose au Conseil Municipal d'élire un Président de séance pour le vote de ces comptes.

Monsieur Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint, est élu, à l'unanimité des membres présents et représentés, Président de la séance pour le vote des comptes administratifs de l'exercice considéré.

Monsieur le Maire quitte la salle du Conseil Municipal.

11-27) COMPTE ADMINISTRATIF DE L'EXERCICE 2010 –VILLE

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX, Adjointe chargée des Finances, présente au Conseil Municipal le compte administratif de l'exercice 2010 (Budget de la Ville) dressé par le Maire, ainsi que le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de :

1) De donner acte de la présentation faite du compte administratif de la Ville, lequel peut se résumer ainsi :

	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
LIBELLE	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Opération de l'exercice	3 516 615.24€	5 217 122.51 €	3 008 311.55 €	2 577 854.64 €	6 524 926.79 €	7 794 977.15 €
Résultat de l'exercice	1 700 507.27 €		-430 456.91 €		1 270 050.36 €	
Résultat reporté 2009		73 714.79 €		147 598.65 €		221 313.44 €
Intégration excédent d'Investissement SIE				30 197,85 € (1)		30 197,85 €
Résultat de clôture	1 774 222.06 €		-252 660.41 €		1 521 561.65 €	
Restes à réaliser			1 772 017.00 €	8 000 €	1 772 017.00 €	8 000 €
RESULTATS DEFINITIFS	1 774 222.06 €		-2 016 677.41 €		- 242 455.35 €	

(1) Intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire

Les Restes à Réaliser correspondent aux dépenses engagées non mandatées pour un montant de **1 772 017 €** et en recettes pour un montant de **8 000 €**.

Ils seront inscrits dans la colonne « Report » au budget primitif de l'exercice 2011.

2) de constater les identités de valeurs avec les indications des comptes de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et aux fonds de roulement, du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes

3) de reconnaître la sincérité des restes à réaliser

4) de voter et d'arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Les principales remarques de la minorité municipale concernent :

- la non évolution de la masse salariale
- la non affectation d'une partie des recettes supplémentaires générées par l'augmentation des impôts au fonctionnement
- le non versement de la totalité de la participation inscrite au Budget pour le CCAS

Soumis au vote, le compte administratif de la Ville est adopté par 22 voix « POUR » et 5 voix « CONTRE »

11-28) COMPTE ADMINISTRATIF DE L'EXERCICE 2010 – LOTISSEMENT «GARE/ BEL AIR»

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX, Adjointe chargée des Finances, présente au Conseil Municipal le compte administratif de l'exercice 2010 du lotissement « Gare /Bel Air » dressé par le Maire, ainsi que le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de :

1) de donner acte de la présentation faite du compte administratif 2010, lequel peut se résumer ainsi:

	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
LIBELLE	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Opération de l'exercice	623 424.65 €	623 624.32 €	623 423.65 €	416 890.14 €	1 246 848.30 €	1 040 514.46 €
Résultat de l'exercice	199.67 €		-206 533.51 €		-206 333.84 €	
Résultat reporté			-416 890.14 €		-416 890.14 €	
Résultat de clôture	199.67 €		-623 423.65 €		-623 223.98 €	
Restes à réaliser	529 340 €				529 340 €	
RESULTATS DEFINITIFS	-529 140.33 €		-623 423.65 €		-1 152 563.98 €	

Les restes à réaliser feront l'objet d'un report au Budget primitif 2011
Pour **529 340 €** en dépenses de fonctionnement.

2) de constater les identités de valeurs avec les indications des comptes de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et aux fonds de roulement, du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes

3) de reconnaître la sincérité des restes à réaliser

4) de voter et d'arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Soumis au vote, le compte administratif du lotissement « Gare/Bel Air » est approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés.

11-29) COMPTE ADMINISTRATIF DE L'EXERCICE 2010 DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX, Adjointe chargée des Finances, présente au Conseil Municipal le compte administratif de l'exercice 2010 du SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT dressé par le Maire, ainsi que le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal :

1) de donner acte de la présentation faite du compte administratif 2010, lequel peut se résumer ainsi:

	EXPLOITATION		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
LIBELLE	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Opération de l'exercice	52 521.65 €	217 253.38 €	332 484.53 €	405 202.17 €	385 006.18 €	622 455.55 €
Résultat de l'exercice	164 731.73 €		72 717.64 €		237 449.37	
Résultat reporté		23 945.88 €		364 994.97 €		388 940.85 €
Résultat de clôture	188 677.61 €		437 712.61 €		626 390.22 €	
Restes à réaliser			275 879 €		275 879 €	
RESULTATS DEFINITIFS	188 677.61 €		161 833.61 €		350 511.22 €	

Les restes à réaliser feront l'objet d'un report au Budget primitif 2011 pour **275 879 €** en dépenses d'investissement

2) de constater les identités de valeurs avec les indications des comptes de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et aux fonds de roulement, du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes

3) de reconnaître la sincérité des restes à réaliser

4) de voter et d'arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Soumis au vote, le compte administratif du service de l'assainissement est adopté par 22 voix « POUR » et 5 voix « CONTRE ».

11-30) COMPTE ADMINISTRATIF DE L'EXERCICE 2010 DU SERVICE DE L'EAU Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX, Adjointe chargée des Finances, présente au Conseil Municipal le compte administratif de l'exercice 2010 du SERVICE DE L'EAU dressé par le Maire, ainsi que le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal :

1) de donner acte de la présentation faite du compte administratif 2010, lequel peut se résumer ainsi:

	EXPLOITATION		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
LIBELLE	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Opération de l'exercice	110 255.88 €	216 080.69 €	123 846.15 €	320 872.66 €	234 102.03 €	536 953.35 €
Résultat de l'exercice	105 824.81 €		197 026.51 €		302 851.32 €	
Résultat reporté		30 751.42 €		688 391.78 €		719 143.20 €
Résultat de clôture	136 576.23 €		885 418.29 €		1 021 994.52 €	
Restes à réaliser			134 409 €		134 409 €	
RESULTATS DEFINITIFS	136 576.23 €		751 009.29 €		887 585.52 €	

Les restes à réaliser feront l'objet d'un report au Budget primitif 2011 pour **134 409 €** en dépenses d'investissement.

2) de constater les identités de valeurs avec les indications des comptes de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et aux fonds de roulement, du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes

3) de reconnaître la sincérité des restes à réaliser

4) de voter et d'arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Soumis au vote, le compte administratif du service de l'eau est adopté par 22 voix « POUR » et 5 voix « CONTRE ».

11-31) COMPTE ADMINISTRATIF DE L'EXERCICE 2010 DU CAMPING DU « VIEUX CHATEL »

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX, Adjointe chargée des Finances, présente au Conseil Municipal le compte administratif de l'exercice 2010 du camping municipal du Vieux Châtel dressé par le Maire, ainsi que le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal :

1) de donner acte de la présentation faite du compte administratif 2010, lequel peut se résumer ainsi:

	FONCTIONNEMENT	
LIBELLE	Dépenses	Recettes
Opération de l'exercice	9 809.50 €	13 628.09 €
Résultat de l'exercice	3 818.59 €	
Résultat reporté		89.60 €
TOTAUX	9 809.50 €	13 717.69 €
Résultat de clôture	3 908.19 €	
Restes à réaliser		
RESULTATS DEFINITIFS	3 908.19 €	

2) de constater les identités de valeurs avec les indications des comptes de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et aux fonds de roulement, du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes

3) de reconnaître la sincérité des restes à réaliser

4) de voter et d'arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Soumis au vote, le compte administratif du camping municipal du Vieux Châtel est approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés.

A l'issue des votes des comptes administratifs de l'exercice 2010, Monsieur le Maire -qui s'était retiré- regagne la salle de réunion et reprend la présidence.

11-32) COMPTE DE GESTION 2010 DU RECEVEUR (VILLE)

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Le Conseil Municipal, après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2010 de la Ville et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur Municipal accompagnés des états de développement, des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2010 de la Ville

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2009, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant toutes les opérations régulièrement effectuées,

- 1) statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2010
- 2) statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2010 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires
- 3) statuant sur la comptabilité des valeurs inactives

Le compte de gestion dressé pour l'exercice 2010 par le Receveur Municipal pour la Ville et certifié conforme par l'Ordonnateur est soumis au Conseil municipal pour approbation.

Le Conseil Municipal déclare, à l'unanimité des membres présents et représentés, que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2010 par le Receveur Municipal, et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

11-33) COMPTE DE GESTION 2010 DU RECEVEUR (LOTISSEMENT DE LA GARE/BEL AIR)

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Le Conseil Municipal, après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2010 du lotissement de La Gare et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur Municipal accompagnés des états de développement, des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2010 du lotissement de la Gare

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2009, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant toutes les opérations régulièrement effectuées,

- 1) statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2010
- 2) statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2010 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires
- 3) statuant sur la comptabilité des valeurs inactives

Le compte de gestion dressé pour l'exercice 2010 par le Receveur Municipal pour le lotissement de la Gare et certifié conforme par l'Ordonnateur est soumis au Conseil municipal pour approbation.

Le Conseil Municipal déclare, à l'unanimité des membres présents et représentés, que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2010 par le Receveur Municipal, et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

11-34) COMPTE DE GESTION 2010 DU RECEVEUR - SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Le Conseil Municipal, après s'être fait présenter les budgets primitifs de l'exercice 2010 du service de l'Assainissement et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur Municipal accompagnés des états de développement, des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2010 du service de l'Assainissement,

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2009, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant toutes les opérations régulièrement effectuées,

- 1) statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2010
- 2) statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2010 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires
- 3) statuant sur la comptabilité des valeurs inactives

Le compte de gestion dressé pour l'exercice 2010 par le Receveur Municipal pour le service de l'Assainissement et certifié conforme par l'Ordonnateur est soumis pour approbation.

Le Conseil Municipal déclare, à l'unanimité des membres présents et représentés, que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2010 par le Receveur Municipal, et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

11-35) COMPTE DE GESTION 2010 DU RECEVEUR - SERVICE DE L'EAU

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Le Conseil Municipal, après s'être fait présenter les budgets primitifs de l'exercice 2010 du service de l'Eau et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur Municipal accompagnés des états de développement, des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2010 du service de l'Eau,

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2009, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant toutes les opérations régulièrement effectuées,

- 1) statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2010
- 2) statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2010 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires
- 3) statuant sur la comptabilité des valeurs inactives

Le compte de gestion dressé pour l'exercice 2010 par le Receveur Municipal pour le service de l'Eau et certifié conforme par l'Ordonnateur, est soumis pour approbation

Le Conseil Municipal déclare, à l'unanimité des membres présents et représentés, que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2010 par le Receveur Municipal, et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

11-36) COMPTE DE GESTION 2010 DU RECEVEUR – CAMPING MUNICIPAL

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Le Conseil Municipal, après s'être fait présenter les budgets primitifs de l'exercice 2010 du Camping et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur Municipal accompagnés des états de développement, des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2010 du camping,

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2009, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant toutes les opérations régulièrement effectuées,

- 1) statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2010
- 2) statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2010 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires
- 3) statuant sur la comptabilité des valeurs inactives

Le compte de gestion dressé pour l'exercice 2010 par le Receveur Municipal pour le camping et certifié conforme par l'Ordonnateur est soumis au Conseil Municipal pour approbation.

Le Conseil Municipal déclare, à l'unanimité des membres présents et représentés, que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2010 par le Receveur Municipal, et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

11-37) EXERCICE BUDGETAIRE 2011 – DEBAT D'ORIENTATIONS GENERALES DU BUDGET

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

La Loi n° 92-125 du 6 Février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République (Loi ATR), par son article 11, a modifié le Code Général des Collectivités Territoriales, en instituant dans les Communes de 3 500 habitants et plus, un débat sur les orientations générales du budget.

La circulaire du Ministère de l'Intérieur du 31 mars 1992 d'application du titre II de la Loi ATR souligne que ce débat contribue à accroître la participation des Conseillers

Municipaux à la préparation du budget sans nuire à la marge de manœuvre du Maire qui n'est pas lié par les prises de position des Conseillers à ce stade de la procédure.

Ce débat ne porte pas sur le budget lui-même mais uniquement sur les grandes masses budgétaires.

Enfin, ce débat ne donne pas lieu à décision, ni du Conseil Municipal, ni du Maire, celui-ci ayant le pouvoir d'apprécier les suites à donner aux propositions de l'assemblée délibérante dans le cadre de l'élaboration de son projet de budget. Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal une prospective financière en soulignant les points suivants :

Evolution des salaires et charges de 2002 à 2010 :

ANNEE	Salaires et Charges	Total Recettes	coût réel du personnel
2002	1 501 829.75	133 905.74	1 367 924.01
2003	1 541 451.19	139 806.90	1 401 644.29
2004	1 573 342.29	114 522.45	1 458 819.84
2005	1 566 285.76	96 234.46	1 470 051.30
2006	1 570 040.19	103 901.04	1 466 139.15
2007	1 665 365.09	87 453.88	1 577 911.21
2008	1 687 496.64	103 940.14	1 583 556.50
2009	1 765 628.51	166 833.87	1 598 794.64
2010	1 782 865.22	187 731.01	1 595 134.21

Evolution des dépenses d'énergie :

ANNEE	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
EDF	74160.49	62774.35	76234.08	90274	97 779	112 564	109 359	111 557
Combustibles	27778.87	26553.64	26093.01	36556	33 630	45 993	48 696	47 486
Prest Chauff	5319.35	6563.4	6722.02	6940	7 316	10 313	10350	10 286
Carburant	16931.27	17906.68	23100.99	29146	25 607	33 266	24 663	28 276

Evolution des dépenses d'animation et culture :

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Bibliothèque	11509.98	14199.7	13282.83	17019.30	13516	16 981	13 946	14 963
Cyber espace	8390.7	6286.09	8598.37	9603.58				
Centre Culturel	4880	4600	6700	7100	7350	5 992	10 043	8205
OTSI	28000	35000	35200	35500	35650	38 551	35 000	36 500
UCIAPL	350		200		300	36.95		
Animations de la ville	16517.74	14035.2	14946.32	16753.59	17253	21 035	23 232	24 904
TOTAL	69648.42	74120.99	78927.52	85976.47	74069.00	82 596	82 221	84 572

Evolution des annuités d'emprunts de 2011 à 2020 :

Année	2011	2012	2013	2014	2015
Montant	338 795	283 610	268 327	237 722	203 113
Année	2016	2017	2018	2019	2020
Montant	188 805	184 983	181 192	177 380	173 567

Evolution de la dotation forfaitaire de 2003 à 2010 :

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Dotation forfaitaire	866 441.00	881 019.00	889 829.00	902 013.00	1 004 000.00	1 015 030.00	959 833	971 360

Evolution des versements communautaires de 2003 à 2010 :

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Taxe professionnelle	724 125	724 125	724 125	724 115	724 124	724 124	720 913	720 913
Dotation communautaire	12 078	26 441	24 084	46 028	48 434	111 071	80 784	81 286

Evolution de la taxe d'habitation, de la taxe sur le foncier bâti et de la taxe sur le foncier non bâti de 2003 à 2010 :

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Taxe Habitation	579 056	607 072	637 539	673 610	729 642	767 989	811 413	847 134
Foncier Bâti	481 617	499 394	522 251	541 479	591 545	632 905	700 748	718 525
Fonc. Non Bâti	175 681	178 009	182 029	149 813	151 664	156 214	158 171	159 388

Etat des Restes à réaliser sur Dépenses d'investissement 2010

Désignation	B.P. + DM + RAR 2009	réalisé	Reste à Réaliser
Réalisation de documents d'urbanisme (PLU)	13 000,00	6 822,03	6 177,00
ZPPAUP + plan d'aménagement patrimonial	41 924,00	21 758,10	20 165,00
Travaux concédés rue de Melesse	55 126,00	44 300,92	1 394,00
subvention FISAC	9 624,00	2 636,00	3 000,00
Pass Foncier	80 000,00	14 000,00	3 000,00
Acquisitions de logiciels	18 296,00	16 533,21	1 762,00
Terrains nus	40 000,00	17 307,16	22 692,00
Sentier piétonnier (clôtures diverses)	35 000,00	2 911,89	3 000,00
Aménagement Passerelle sur le lac	31 000,00	0,00	31 000,00
Réseaux Pluviales av de la libération	196 030,00	0,00	10 358,00
AGENCEMENT			
agencement accueil mairie	15 147,00	0,00	15 147,00
MOBILIER			
Mobilier maternelle	1 200,00	0,00	1 200,00
MATERIEL			
Signalétique (panneaux)	5 980,00	0,00	5 980,00
Matériel de signalisation (patrimoine chateaubriand)	30 000,00	641,70	29 358,00
défibrillateur Malouas	2 000,00	0,00	2 000,00
TRAVAUX DE BATIMENT			
Isolation plafond vestiaire Malouas	66 000,00	58 668,99	6 000,00
Coupe feu plafond cave école maternelle	11 000,00	4 885,03	6 000,00
Médiathèque - pôle intergénérationnel	1 248 732,00	246 553,77	1 002 178,00
Salle basket (étude)	11 000,00	0,00	11 000,00
école élémentaire création nouvelle classe	669 482,00	646 941,35	22 540,00
réfection sanitaires école élémentaire	11 000,00	8 781,63	2 218,00
pole multi-accueil petite enfance	190 000,00	39 211,28	150 788,00
cimetière (remplacement caveau 11960 + colombarium 29500)	42 000,00	21 341,52	8 000,00
toiture salle karaté	30 000,00	0,00	30 000,00
Presbytère - rénovation intérieure	66 000,00	228,91	65 771,00
TRAVAUX DE VOIRIE			
<i>Programmes voirie rurale et urbaine</i>	836 377,00	631 156,74	195 220,00
Rond Point route de Vitré	70 000,00	0,00	70 000,00
Pôle intermodal (abords gare)	67 474,00	46 624,00	20 850,00
CAMPING (sanitaires) étude	1 000,00	0,00	1 000,00
AVANCES	43 000,00	26 780,55	16 219,00
TRAVAUX OFFICE CADIEU	8 000,00	0,00	8 000,00
TOTAL			1 772 017,00

Dépenses d'investissement de 2005 à 2010 :

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	TOTAL
frais d'études	538.20	22 766.59	9 351.21	6 821.02	5 675.28	28 580.13	73 732.43
acquisition terrains	40 048.80	262 603.36	331 736.68	332 329.08	40 131.31	17 307.16	1 024 156.39
terrains bâtis							
aménagement terrains	40 591.93	20 534.58	1 325.00	1 694.23	0.00	2 911.89	67 057.63
signalisation	3 970.72	14 964.88	62 378.88	28 900.34	23 676.53	43 485 72	177 377.07
réseau eaux pluviales	106 205.10	14 921.06	191 504.78	13 551.28	324 681.15	324 775.73	975 639.10
véhicules	55 960.29	39 072.26	35 511.14	0.00	0.00	45 389.52	175 933.21
acquisition matériel	63 260.95	76 949.37	159 381.09	90 941.81	71 242.26	112 884.62	574 660.10
travaux bâtiments	216 952.85	1 613 727.52	1 223 239.19	255 566.34	693 064.30	1 179 879.68	5 182 429.88
travaux voirie	744 120.32	286 864.01	1 323 128.73	1 129 628.49	822 169.68	708 779.27	5 014 690.50
travaux d'éclairage	46 465.55	82 653.55	189 816.78	12 555.86	123 751.22	150 107.72	605 350.68
Sub FISAC + PASS FONCIER+ CINEMA			3 849.59	7 426.00	43 100	91 636.00	146 011.59
TOTAL	1 318 114.71	2 435 057.18	3 531 223.07	1 879 414.45	2 147 491.73	2 705 737.44	14 017 038.58

Etat des Restes à réaliser sur Recettes d'investissement 2010

opération	prévu 2010	réalisé	RAR
TRAVAUX D'OFFICE	8 000.00	0.00	8 000.00
		TOTAL	8 000.00

Monsieur le Maire évoque la loi de finances 2011 :

Ce budget s'inscrit dans le cadre d'un gel des dotations de l'Etat aux collectivités pendant quatre ans. La Loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 prévoit en effet, une stabilisation « *en valeur, à périmètre constant* » des « *prélèvements sur recettes de l'Etat établis au profit des collectivités territoriales* ».

Il expose également au Conseil municipal les grands axes des programmes d'investissement en cours où à venir soit :

- Avenue de la libération (aménagement urbain – réseaux ...)
- Travaux de voirie 2011
- Pôle ferroviaire
- Médiathèque du Pôle culturel
- Maison de l'enfance
- Etude pour une extension de l'école maternelle
- Etude pour la réalisation d'une salle multisports
- Etude pour centre ville 4^{ème} tranche
- Participation au financement du cinéma
- Restructuration du presbytère
- Lotissement de la gare

- Dédoubllement conduite la Gentière /Château d'eau
- Travaux de relocalisation de la Clinique St Joseph (travaux de réseaux)
- Modification du PLU
- Cimetière

A l'issue de l'exposé de ces données quelques interrogations sont formulées à propos du devenir de certains bâtiments (clinique, ancienne caserne des pompiers, maison de l'emploi ...)

11-38) EXERCICE BUDGETAIRE 2010 – AFFECTATION DU RESULTAT – VILLE

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de procéder à l'affectation du résultat. Celui-ci porte sur le seul résultat de la section d'exploitation. Il s'agit de l'excédent de l'exercice, complété de l'excédent reporté. C'est l'excédent net cumulé d'exploitation qui donne lieu à l'affectation.

Le résultat à affecter est constitué par le résultat comptable de l'exercice soit **1 700 507.27 €** augmenté du résultat de clôture de 2009 pour **73 714.79 €**. Le résultat cumulé sur l'exercice 2010 est de $1\,700\,507.27\text{ €} + 73\,714.79\text{ €} = \mathbf{1\,774\,222.06\text{ €}}$.

Affectation proposée :

- Section d'investissement : **1 774 222,06 €**

Soumise au vote, l'affectation des résultats du budget de la Ville, proposée par Madame GIROUX, est adoptée par 23 voix pour et 5 abstentions.

11-39) EXERCICE BUDGETAIRE 2010 – AFFECTATION DU RESULTAT – ASSAINISSEMENT -

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de procéder à l'affectation des résultats. Celui-ci porte sur le seul résultat de la section d'exploitation. Il s'agit de l'excédent de l'exercice, complété de l'excédent reporté. C'est l'excédent net cumulé d'exploitation qui donne lieu à l'affectation.

Le résultat de l'exercice à la section d'exploitation est de **164 731.73 €** augmenté du résultat de clôture de 2009 de **23 945.88 €**.

Le résultat cumulé de l'exercice 2010 est de **188 677.61 €** (164 731.73 + 23 945.88).

Affectation proposée :

- Section d'investissement : 150 000,00 €
- Section d'exploitation : 38 677.61 €

Soumise au vote, l'affectation des résultats du budget de l'assainissement, proposée par Madame GIROUX, est adoptée par 23 voix pour et 5 abstentions.

11-40) EXERCICE BUDGETAIRE 2010– AFFECTATION DU RESULTAT – EAU

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de procéder à l'affectation du résultat. Celui-ci porte sur le seul résultat de la section d'exploitation. Il s'agit de l'excédent de l'exercice, complété de l'excédent reporté. C'est l'excédent net cumulé d'exploitation qui donne lieu à l'affectation.

Le résultat de l'exercice à la section d'exploitation est de **105 824.81 €** augmenté du résultat de clôture de 2009 de **30 751.42 €**.

Le résultat cumulé de l'exercice 2010 est de **136 576.23 €** (105 824.81 + 30 751.42).

Affectation proposée :

- Section d'investissement : 130 000,00 €
- Section d'exploitation : 6 576 23 €

Soumise au vote, l'affectation des résultats du budget de l'eau, proposée par Madame GIROUX, est adoptée par 23 voix pour et 5 abstentions.

11-41) MODERNISATION DU CINEMA CHATEAUBRIAND : VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 09-185 du 15 décembre 2009, le Maire a été autorisé à signer une convention de partenariat financier entre la ville de Combours et l'association la Chateaubriand en vue de la modernisation du cinéma Chateaubriand.

Cette convention prévoit le versement d'une subvention communale de 150 000 € répartie sur les exercices comptables 2010 et 2011, la moitié de cette subvention a été versée sur l'exercice 2010.

Le déblocage des fonds nécessaires pour le règlement du solde des travaux de modernisation du cinéma devant se faire avant le vote du budget 2011, Madame GIROUX propose au Conseil Municipal :

- de verser dès à présent le solde de la subvention à l'association « La Chateaubriand » soit 75 000 €.
- D'inscrire cette somme au budget primitif 2011 de la Commune (compte 2042 opération 808)

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés (à l'exception de Mme GINGAT et de MM. COCHARD et THEURET qui se sont retirés pour ce vote), ADOPTE ces propositions.

11-42) INSTALLATIONS CLASSEES – ENQUETE PUBLIQUE – DOSSIER « GAEC MELIEG » - MEILLAC

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Le Conseil Municipal est informé que, par arrêté en date du 2 Décembre 2010, Monsieur le Préfet de la Région Bretagne, Préfet d'Ille et Vilaine a prescrit une enquête publique sur le projet présenté par le GAEC MELIEG en vue d'obtenir l'autorisation de restructurer un élevage de bovins et d'agrandir un élevage porcin aux lieux-dits « La Saudrais » et « La Massue » à MEILLAC.

Conformément à l'article 8 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié, notamment par le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 relatif aux installations classées, le Conseil Municipal de COMBOURG est invité à donner son avis sur cette autorisation.

L'enquête publique se déroule du 7 Février au 11 Mars 2011. L'avis du Conseil Municipal doit être exprimé au plus tard dans les 15 jours suivant la clôture du registre d'enquête.

La commission des affaires agricoles a examiné ce dossier lors de sa réunion du 25 Février 2011.

Considérant que cet élevage n'est pas situé dans la commune, Monsieur LEBRET propose que ce dossier soit présenté au Conseil Municipal à titre d'information sans émettre d'avis.

Ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

11-43) DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE – Article L 2122-22 (15^e alinéa) et L 2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 08-36 en date du 1^{er} Avril 2008 le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22, 15^{ème} alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour « exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme... »

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions prises depuis la dernière réunion, à savoir :

- Décision en date du 10 janvier 2011 (**DIA n° 01**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AK n° 114 d'une superficie de 517 m² sise « 11, rue de Rivallon » et supportant une maison individuelle
- Décision en date du 25 janvier 2011 (**DIA n° 02**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AK n° 138 d'une superficie de 478 m² sise « 1, rue de Cheminette » et supportant une maison individuelle
- Décision en date du 26 janvier 2011 (**DIA n° 3**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelles AC n° 93 et n° 94 d'une superficie de 699 m² sises « 24, avenue du Général de Gaulle » et supportant une maison d'habitation
- Décision en date du 1^{er} février 2011 (**DIA n° 4**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle E n° 1038 d'une superficie de 456 m² sise « 10, rue Beausoleil » et supportant une maison d'habitation

Ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

11-44) QUESTIONS ORALES (1^{er} trimestre)

Rapporteur : M. LE BESCO, Maire

Conformément à l'article 16 du règlement intérieur du Conseil Municipal, le point "QUESTIONS ORALES" est inscrit à l'ordre du jour, étant précisé que l'article 16 précité prévoit que chaque Conseiller ne pourra poser qu'une seule question et qu'elle devra être limitée à des affaires d'intérêt strictement communal.

Les questions ne répondant pas à ces critères et déposées hors des délais prévus à l'article 16 du Règlement intérieur du Conseil Municipal ne pourront pas être prises en compte.

Aucune question n'a été posée.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 H 40.